



SÉRIE EP. 2 Lumumba, 1961 : un crime d'État néocolonial

L'Occident contre Patrice Lumumba

À l'été 1960, le jeune Congo indépendant s'enfonce dans la crise. Sécessions du Katanga et du Kasai, Occident qui le voit comme un ennemi lié à Moscou, volonté de la Belgique de conserver son emprise : Patrice Lumumba se retrouve isolé face à une coalition de forces hostiles.

Fanny Pigeaud

3 août 2026 à 15h24

À l'été 1960, Patrice Lumumba doit faire face à une crise majeure : quelques jours seulement après son indépendance, le Congo est déjà en train de se disloquer. Le Katanga, riche province minière, a fait sécession le 11 juillet avec le soutien de la Belgique, bientôt imité par le Sud-Kasaï. Premier ministre et chef de la majorité parlementaire, Patrice Lumumba concentre alors l'essentiel du pouvoir exécutif, tandis que le président Joseph Kasa-Vubu exerce une fonction plus protocolaire.

La Belgique, ancien État colonisateur, se montre de plus en plus hostile à son égard. Elle le perçoit comme un obstacle à ses intérêts. Nourries par des informations venues de Bruxelles, les autres capitales occidentales finissent elles aussi par considérer Lumumba comme un danger – même si certains diplomates, comme l'ambassadeur de France à Léopoldville, lui portent une réelle estime.

L'ancien ministre des colonies et de l'information français, Jacques Soustelle, déclare ainsi le 15 août à *La Libre Belgique* que si la « *démagogie anti-occidentale* » de Lumumba triomphe, les « *jeunes* » États d'Afrique occidentale et équatoriale anciennement française risquent d'être emportés par le « *torrent de la subversion* ».

À Washington, la crise congolaise est lue à travers le prisme de la guerre froide. Allen Dulles, directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), voit Patrice Lumumba comme « *un jeune révolutionnaire au caractère douteux et*

à la barbe hirsute qui, quoi qu'il dise, risque fort de se retrouver dans l'orbite de Moscou », raconte le journaliste Stuart A. Reid dans *The Lumumba Plot* (2023). C'est avec ces arguments que le président états-unien Dwight D. Eisenhower refuse de le recevoir lors de son séjour aux États-Unis, à la fin du mois de juillet, alors qu'il est à la recherche de soutiens.



Patrice Lumumba à New York, le 24 juillet 1960. © Photo Allyn Baum / The New York Times / Redux / REA

Le discours des dirigeants occidentaux trouve rapidement un relais dans les médias. Éditoriaux et chroniques politiques multiplient les qualificatifs péjoratifs : Patrice Lumumba est tour à tour présenté comme un communiste, un agent de Moscou, un anti-Occidental, un démagogue, un dirigeant instable, paranoïaque, un dictateur...

« Ni communiste ni révolutionnaire radical »

« *Il y a eu une véritable campagne de démonisation contre lui* », explique à Mediapart Ludo De Witte, sociologue et auteur de l'ouvrage de référence *L'Assassinat de Lumumba* (1999). La presse belge, d'où la campagne est partie, est particulièrement violente. *La Libre Belgique* va jusqu'à publier « *des appels au meurtre* ».

L'image qui est donnée de Patrice Lumumba contraste fortement avec les positions qu'il défend, souligne l'historien Didier Gondola. S'il veut que son pays soit indépendant économiquement, « *Patrice Lumumba n'est ni communiste ni révolutionnaire radical* ». Il cherche au contraire à composer avec les intérêts économiques

occidentaux : « *Il a compris que son pays occupe, grâce à ses immenses ressources, une place stratégique dans l'économie mondiale, et qu'un discours du type "le Congo aux Congolais" n'est pas tenable.* » Patrice Lumumba dénonce lui-même une campagne médiatique pour « *tromper le peuple* ».

Au début de la crise, le jeune leader a fait une « *analyse très juste* » de la situation en pensant que seul un appui américain pouvait « *neutraliser la fureur belge* », observe le politologue Herbert Weiss, qui était alors chercheur au Congo. Mais il n'avait sans doute pas mesuré à quel point la perception américaine était façonnée par les informations transmises par la Belgique.

La CIA et les services belges élaborent, séparément ou conjointement, plusieurs plans visant le premier ministre et déploient des moyens financiers pour rallier des élites locales.

Progressivement, Washington et Bruxelles en viennent à penser qu'il faut l'écarter du pouvoir. Cette conviction gagne également de hauts responsables des Nations unies, organisation présente au Congo depuis la mi-juillet avec le déploiement de Casques bleus, mais réticente à intervenir au Katanga. Aux États-Unis, elle se renforce lorsque Patrice Lumumba sollicite une assistance militaire auprès de Moscou pour combattre les sécessionnistes, après l'échec de ses démarches auprès des Occidentaux.

La CIA et les services belges élaborent alors, séparément ou conjointement, plusieurs plans visant le premier ministre et déploient des moyens financiers importants pour rallier des élites locales. Le 22 août, Lumumba dénonce leurs manœuvres : « *Beaucoup de nations veulent mettre la main sur les richesses du Congo* », déclare-t-il au quotidien italien *Il Giorno*. Il accuse « *la France, l'Angleterre et les États-Unis* » de convoiter l'uranium du Katanga et dit ne vouloir placer le Congo « *ni à l'Est ni à l'Ouest* », mais dans des relations de coopération « *sur un plan d'égalité* ».

Quelques jours plus tard, il dénonce un « *vaste complot* » organisé depuis Brazzaville par les Belges et les sécessionnistes du Katanga et du Kasai, avec « *l'accord*

complaisant » des autorités du Congo-Brazzaville voisin et de la France. Ses soupçons sont fondés : Brazzaville sert de base arrière à ses adversaires, et la France fait partie des pays qui soutiennent la sécession du Katanga.

Popularité intacte dans une grande partie du Congo

Ce qu'il ignore, en revanche, c'est qu'à Washington, lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale le 18 août, le président Eisenhower a lancé à son sujet : « *Get rid of him* » (« Débarrassez-moi de lui »), phrase aussitôt interprétée par ses collaborateurs comme un feu vert implicite à son élimination physique, selon Stuart A. Reid.

Au même moment, l'armée congolaise lance une offensive vers le sud du Katanga, après que le nord de la province a échappé au contrôle de Moïse Tshombé, qui avait proclamé son indépendance le 11 juillet. Le 5 septembre 1960, la situation bascule : poussé par la Belgique et les États-Unis, Kasa-Vubu destitue Lumumba. Celui-ci conteste la décision et obtient les pleins pouvoirs du Parlement.



Le colonel Joseph-Désiré Mobutu dans sa voiture le 16 septembre 1960 à Léopoldville © Photo UPI / AFP

Mais le 14 septembre, le colonel Joseph-Désiré Mobutu, chef d'état-major à qui Lumumba avait accordé sa confiance – une erreur politique majeure –, prend le pouvoir avec l'appui financier de la CIA et de la Belgique. Lumumba est placé avec sa famille en résidence surveillée à Léopoldville, sans moyens de communication. Pour le directeur de la CIA, il est « *fou* » et continue de représenter « *un grand danger tant qu'on ne s'est pas débarrassé de lui* ».

« C'est le Congo qui compte, notre pauvre peuple dont on a transformé l'indépendance en une cage où l'on nous regarde du dehors. »

Patrice Lumumba, premier ministre congolais en 1960

Fin novembre, dans la nuit du 27 au 28, Lumumba – qui a déjà réussi à exfiltrer trois de ses enfants vers l'Égypte – s'évade à son tour et tente de rejoindre Stanleyville, où ses partisans organisent la résistance. S'il atteint la ville, il peut encore renverser le rapport de force : sa popularité demeure intacte dans une grande partie du Congo.

Mais il échoue : arrêté le 2 décembre par des militaires envoyés par Mobutu, il est placé en détention, sans jugement, dans des conditions très dures, à 150 kilomètres de Léopoldville. Ses adversaires ne veulent pas le voir revenir au pouvoir, ni même participer à la vie politique.

À sa femme Pauline, il écrit : « *Ce n'est pas ma personne qui compte. C'est le Congo, c'est notre pauvre peuple dont on a transformé l'indépendance en une cage où l'on nous regarde du dehors, tantôt avec cette compassion bienveillante, tantôt avec joie et plaisir.* »

Condamnation à mort

Le 17 janvier 1961, il est transféré secrètement, avec deux compagnons, Maurice Mpolo et Joseph Okito, vers le Katanga sécessionniste. D'après un rapport officiel belge de 2001, l'opération a été « *recommandée* » par Bruxelles et organisée par les autorités de Léopoldville, « *assistées de leurs conseillers belges* ». Elle équivaut à une condamnation à mort, tant la haine des responsables katangais envers Lumumba est forte. Informé, le chef de la CIA à Léopoldville, Larry Devlin, n'intervient pas et n'alerte pas Washington, où l'administration Eisenhower s'apprête à céder la place à celle de John F. Kennedy.



Léopoldville (Congo) le 2 décembre 1960. Patrice Lumumba, à droite, les mains liées derrière le dos après son arrestation avec Maurice Mpolo et Joseph Okito, à Fort Francqui par les forces du colonel Joseph Mobutu. © Photo AP via Sipa

Durant le voyage en avion, qui dure six heures, les trois hommes sont frappés et torturés sans interruption. Ils le sont aussi à leur arrivée à Élisabethville, capitale du Katanga, sous les yeux de Casques bleus sommés de ne pas intervenir. Le soir même, après de nouveaux sévices auxquels participent de hauts responsables katangais, ils sont fusillés par des militaires et des policiers locaux, sous la supervision de responsables belges et avec l'aval des autorités katangaises, selon plusieurs témoignages.

Juliana Lumumba : « Mon père savait qu'il serait tué »

En octobre 1960, assigné à résidence à Léopoldville avec sa famille, Patrice Lumumba organise discrètement l'exfiltration de trois de ses enfants – François, Juliana et Patrice Junior – pour les mettre en sécurité. Son épouse et leur plus jeune fils, Roland, restent à ses côtés. « *Mon père savait qu'il serait tué, que sa vie serait courte* », raconte sa fille Juliana, qui était alors âgée de 5 ans et se souvient d'un père « *très attentif* ».

Lumumba sollicite d'abord Ahmed Sékou Touré et Kwame Nkrumah, qui jugent leurs pays trop risqués et lui recommandent l'Égypte de Gamal Abdel Nasser. « *Nasser a accepté immédiatement, et mon père aussi*, explique Juliana. *Ils ne s'étaient jamais rencontrés mais partageaient les mêmes valeurs : panafricanisme, solidarité africaine, souveraineté nationale, indépendance économique et politique, et dignité de l'homme africain.* »

L'exfiltration est menée avec la précision d'une opération

militaire. L'ambassadeur d'Égypte à Léopoldville, Abdel Aziz Ishak, fait passer les trois enfants pour les siens grâce à de faux passeports. Leur mère les rejoindra un an plus tard.

« Notre père a dit à mon frère François que nous allions grandir et étudier en Égypte, mais qu'un jour, quoi qu'il arrive, nous devrions rentrer au pays », précise Juliana.

Au Caire, les enfants sont accueillis dans la famille Ishak.

« Ils nous ont élevés comme leurs propres enfants. Ils étaient blancs, nous noirs ; musulmans, nous chrétiens.

Mais ils ne nous ont jamais traités différemment. » Juliana demeurera en Égypte jusqu'à son baccalauréat. Tout en gardant des liens étroits avec les Ishak, elle rentrera en 1994 au Congo – rebaptisé Zaïre en 1971, puis République démocratique du Congo en 1997 – et sera ministre dans le gouvernement de Laurent-Désiré Kabila.

Deux jours plus tard, de nuit, un commissaire de police belge, Gérard Soete, son frère et quelques auxiliaires congolais exhument les dépouilles, enterrées à la hâte. Ils les découpent et les plongent dans un fût d'acide sulfurique, d'après certaines de leurs déclarations. Soete conservera notamment une dent en or de Lumumba.

La mort du premier ministre, *« aboutissement d'un long processus de déshumanisation »*, analyse Stuart A. Reid, n'est annoncée que le 13 février 1961, sans précisions sur ses circonstances. *« C'est un choc. Beaucoup de gens pensaient qu'il serait écarté politiquement mais n'avaient jamais imaginé qu'il puisse être éliminé physiquement »*, rapporte l'historien Didier Gondola.

Les conditions de l'élimination de Lumumba et les responsabilités occidentales sont dissimulées.

Des manifestations de protestation sont organisées dans plusieurs capitales africaines, européennes et américaines. À New York, des militant·es afro-américain·es, notamment la chanteuse de jazz Abbey Lincoln, le batteur Max Roach et la poétesse Maya Angelou, interrompent une séance du Conseil de sécurité des Nations unies pour crier leur indignation et dénoncer la complicité des grandes puissances dans ce qui apparaît désormais comme un scandale politique international.

Pendant des décennies, les conditions de l'élimination de Lumumba et les responsabilités occidentales sont dissimulées. Il faut attendre la publication de l'ouvrage de Ludo De Witte pour que les faits soient largement reconstitués. Dans la foulée, une commission parlementaire belge chargée de *« déterminer les circonstances exactes »* de l'assassinat est créée en mars 2000. Un an plus tard, ses conclusions confirment les éléments avancés par Ludo De Witte et reconnaissent la *« responsabilité morale »* de certains officiels belges.

Comme l'écrit Ludo De Witte, *« l'on ne s'est pas contenté d'éliminer physiquement Lumumba »*. On a aussi cherché à faire disparaître de la mémoire collective *« ses idées et sa lutte contre la domination coloniale et néocoloniale »*, pour que *« jamais plus ne renaisse un nouveau Lumumba »*. Cette entreprise d'effacement va cependant échouer, en partie.

Fanny Pigeaud